

# Urgences : stop à l'hémorragie !

| 5 juin 2019

Face à la détresse des équipes médicales, Agnès Buzyn prétend qu'elle n'a pas de « solution miracle ». Dans un gouvernement qui s'est soumis **au libéralisme financier**, c'est vrai : elle n'a que de la com' et des mesurette à proposer...

C'est en sortant du moule que les solutions apparaissent. Si les technocrates dont les programmes sont dictés par les think-tanks de la finance ne veulent pas les voir, ceux qui se dévouent au quotidien pour leurs patients les connaissent.

## I - L'urgence : écouter et organiser les équipes

Un gouvernement digne de ce nom doit non-seulement **se mettre réellement à l'écoute des représentants du personnel médical**, mais aussi déployer immédiatement des équipes aux quatre coins du pays pour **évaluer rapidement les besoins sur le terrain**, au cas par cas.

Avec une vision territoriale de la situation, il doit **dégager les moyens financiers** pour tout de suite :

- Stopper net la privatisation de la santé, qui désorganise les hôpitaux publics.
- Stopper la fermeture des services d'urgences et des lits en aval. Chaque hôpital devrait pouvoir maintenir un taux d'environ **15 % de lits inoccupés** pour faire face à l'inattendu.

- Embaucher et assurer une formation accélérée du **personnel médical et paramédical**.

▪ Là où les agressions ont été particulièrement nombreuses, mettre à disposition des urgences des **agents de sécurité publics** ayant une formation d'éducateurs.

- **Accepter la demande de prime des urgentistes**, dont le montant devrait être négocié avec les syndicats dans le but de rendre ce métier **mieux reconnu et plus attractif**.

L'afflux aux urgences, aujourd'hui, est surtout composé de patients en détresse cardiaques, psychiatriques, victimes d'accidents domestiques ou de violences... ou de malades en hospitalisation à domicile (cancers...). Les accidentés de la route ne sont plus la majeure partie des urgences. C'est un changement qui aurait du être acté depuis plusieurs années.

A l'heure actuelle, pour donner les moyens d'accueil efficaces aux urgences, il faudra prévoir deux salles d'attente : l'une pour les urgences graves, l'autre pour les petites urgences. Ce qui facilitera le travail du personnel et contribuera à apaiser les patients.

Pour désengorger les urgences, il faut, de plus, activer une campagne de sensibilisation de la population pour qu'elle utilise plus systématiquement le Samu 15, formé pour diriger les patients vers les centres médicaux et hospitaliers d'urgence adéquats (psychiatrie, cardio-vasculaire, pédiatrie...) ou lancer un appel, si nécessaire, au SMUR. Cette régulation en amont soulage les urgences.

## II - A moyen-terme : traiter les causes du malaise

**Faire en sorte que chacun puisse trouver un médecin prêt à l'accueillir et à intervenir très vite si nécessaire est une responsabilité générale de l'ensemble de la société.** Les urgences doivent être un « tout », embrassant toutes les filières pour répondre vite aux besoins légitimes. Les propositions formulées dès 2014 dans le Livre blanc du SAMU sont à étudier de près.

Il faut en particulier :

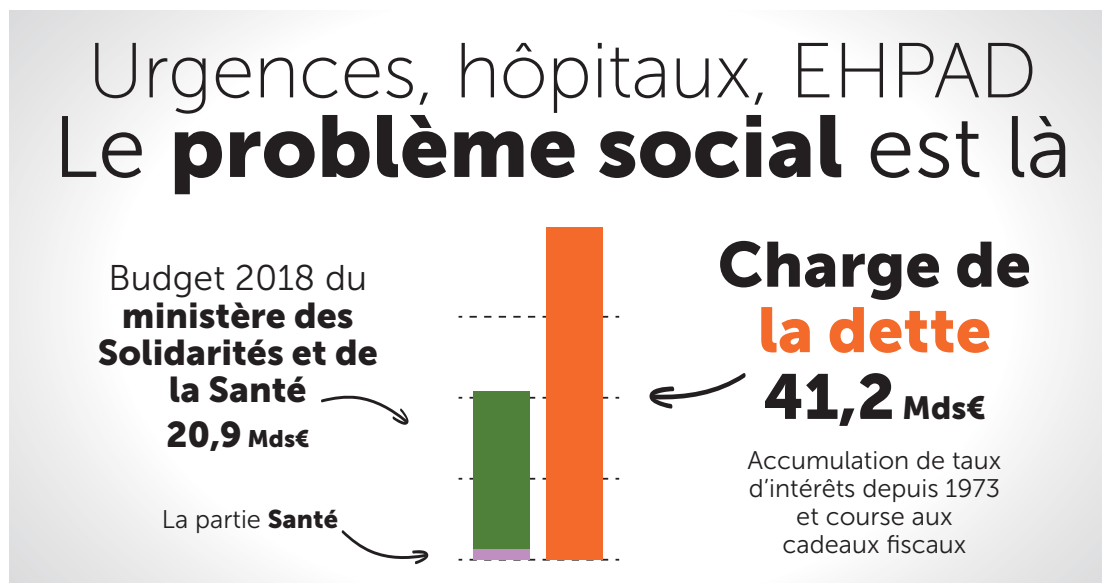
- Former des **spécialistes urgentistes**, créer un diplôme d'études spécialisé, développer la recherche médicale en médecine d'urgence et assurer une formation continue des médecins urgentistes. Les étudiants y verront un véritable choix de carrière, et non un choix par défaut.
- Développer un véritable maillage des réseaux de santé, et éradiquer la désertification médicale. Avec trois piliers, comme Jacques Cheminade l'avait défendu en 2017 aux présidentielles :

- le développement de la **télé médecine**, en assurant la présence de personnel formé à ce nouveau domaine, et en s'appuyant sur l'expérience des Samu-centre 15.
- le développement de maisons de santé devenant **maisons de garde** la nuit et le week-end pour l'accueil des petites urgences. Agnès Buzyn a fait des annonces en ce sens, mais pour que cela ne se fasse pas au détriment des structures déjà existantes, **il faut là aussi être prêt à y mettre les moyens**, notamment en termes de formation et de rémunération des médecins et infirmiers/ères !
- enfin, renforcer la **présence médicale dans les écoles, les collèges et les lycées**, ces institutions étant les lieux par excellence où chaque enfant peut apprendre les bons comportements en termes de santé et d'hygiène. En s'occupant de lui ainsi, on accroîtra son estime de soi.

Tout cela demande des moyens, de gros moyens. Mais ce sera payant pour l'ensemble de la société.

Etes-vous prêts à **briser les règles du jeu financier** ? Si ce n'est pas le cas, alors il vous faudra donner raison à Agnès Buzyn : « Il n'y a pas de solution miracle ».

### Où trouver les moyens ?



Battons-nous pour une remise à plat de la dette publique, constituée à 75 % de taux d'intérêt, et en particulier des emprunts toxiques vendus aux hôpitaux.

Redonnons à l'Etat des marges de manœuvre avec une **Banque nationale** : faisons de la Banque de France une vraie banque publique, animée par des citoyens. Nous pourrions **investir à long terme** sans passer par les banques et investisseurs privés qui sont à la recherche de profits immédiats.